



Bilan des Femmes socialistes genevoises 2023-2024

Ce bilan comporte l'exercice du 7 octobre 2023 jusqu'au 10 mars 2024, échéance de remise des rapports au Congrès.

12 octobre : Participation des femmes socialistes à la rencontre organisée avec les associations féministes et féminines genevoises

Les femmes socialistes ont participé à la rencontre annuelle organisée par Nathalie Fontanet et Alfonso Gomez avec les associations genevoises.

À la suite de différentes interpellations que nous avons adressées au BPEV concernant l'organisation de débats du CLAFG avec certaines candidates et visibilité partielle de candidates aux élections cantonales et fédérales en 2023, nous avons demandé à nos élu-e-s de pouvoir discuter de la représentation des femmes en politique avec iels.

Bien que nous ayons salué le travail du BPEV déjà conduit, nous estimons qu'il est encore possible de faire mieux... car même si le Grand Conseil a connu une progression électorale de 32% à 36% de femmes au parlement cantonal entre 2018 et 2023, il est finalement aujourd'hui (jour de la rencontre) composé de 31% de femmes après les différentes démissions. De même, nous sommes passés de 52% de femmes au CM de la Ville de Genève lors des élections de 2020, grâce aux élues de gauche dont nous nous félicitons avec vous, à 48% de femmes à ce jour.

Ces évolutions sont le fruit de la vague violette et de la mobilisation de milliers de femmes en Suisse, soutenues par nos alliés. Mais nous ne sommes jamais à l'abri de régressions et il est important de consolider les acquis et de progresser.

Aux questions posées ci-dessous, il nous a été répondu que c'était aux partis d'effectuer le travail et que le BPEV faisait déjà beaucoup sur le plan cantonal. Concernant la Ville, le Maire a reconnu que des efforts étaient encore à faire, notamment sur la place prise par les hommes. En outre, le service A21 travaille avec le secrétariat du CM pour mettre en place un système de personnes de confiance. Cela étant, il serait bon que le canton puisse encourager une certaine harmonisation et sensibilisation un peu plus active allant au-delà des déclarations.

A cette occasion, nous avons donc invité l'État à développer 3 pistes en vue des prochaines élections municipales de 2025 (et suivantes) :

1) susciter des vocations :

- en montrant des modèles de femmes élues de tous âges, (encore plus) des outils de formation et coaching (sur ce qu'est l'État, le rôle de conseillère municipale, députée, ... mais aussi d'affirmation de soi : suis-je légitime à candidater ? comment parler dans les médias ? etc.).
- toucher aussi les électrices et électeurs qui ne sont pas dans nos réseaux politiques habituels avec par exemple des campagnes de communication seraient envisageables entre le canton/ACG et la Ville de Genève avec des femmes élues qui racontent leurs parcours.

2) Rendre les lieux politiques plus sereins :

Lutte et prévention du harcèlement dans les enceintes parlementaires (quels outils concrets peuvent être mis en place ?), sensibiliser aux prises de parole des hommes (1/3 de prise de parole de femmes au parlement fédéral), ...

3) Développer des mesures permettant une meilleure conciliation entre vie privée, politique et professionnelle :

Inviter les parlements, notamment communaux, à adapter les horaires, aides pour la garde d'enfants/proches et communiquer sur ces mesures pour susciter les vocations et faciliter l'organisation personnelle et familiale qui pose plus de problèmes aux femmes qu'aux hommes, d'autant plus quand les moyens financiers personnels sont modestes.

Concernant les frais de garde : la question est celle d'inciter les différents parlements à uniformiser leurs pratiques et les mettre à jour par rapport au salaire minimum voté à Genève. A titre d'exemple : le Conseil municipal indemnise CHF 20.- par heure pour les frais de garde, sans conditions de ressources, et le Grand Conseil CHF 15.- de l'heure (selon les informations à disposition datant de 2022), ce qui ne correspond pas non plus au salaire minimum... Peut-être que ces montants ont été mis à jour depuis le temps de leur communication et nous nous excusons si cette mise à jour a déjà été opérée et que les parlements communaux les ont également intégrés.

Et enfin continuer à documenter et étudier les problèmes d'incompatibilités à se présenter, les démissions d'élues/ non-acceptation de mandat et renoncements à siéger et les problématiques intersectionnelles.

A l'occasion de cette rencontre, deux projets allant dans ce sens ont été évoqués :

- la création d'un parlement des filles lors de la journée futur en tous genres
- une rencontre entre parlementaires catalanes et genevoises puisque ces premières ont développé, visiblement, beaucoup de bonnes pratiques qu'elles souhaitent partager (pilotee par notre camarade Amanda Gavilanes).

Enfin, le BPEV a mandaté l'étude suivante à Décadrée sur le traitement médiatique des femmes dans le cadre des élections cantonales de 2023 :

https://decadree.com/wp-content/uploads/2023/09/2023_Rapport_Femmes-et-medias_web-1.pdf

Campagne fédérale

1. Pour les élections du 22 octobre :

- a. Flyer des femmes candidates avec question posée aux candidates : « Pourquoi se battre à Berne en 2023 pour plus d'égalité entre femmes et hommes ? ».
- b. Organisation d'une rencontre avec la Jeunesse socialiste genevoise sur le féminisme antiraciste autour du film Je suis Noires et le témoignage du collectif CABBAK.
- c. Stand avec toutes les candidates aux Pâquis avec distribution de cupcakes féministes (à la place du projet de brunch en non-mixité prévu).

Pourquoi se battre à Berne en 2023 pour plus d'égalité entre femmes et hommes?

En 2023, il faut continuer à se battre pour que toutes les femmes puissent rayonner pleinement et réaliser leurs rêves sans freins liés au sexisme.
Estelle Revaz, Artiste, Violoncelliste.

Je me représente pour poursuivre mon engagement dans la lutte contre les violences domestiques.
Laurence Fehlmann Riella, Conseillère nationale.

Parce qu'il y en a marre que les produits destinés aux femmes soit systématiquement vendus plus chers que ceux destinés aux hommes, stop à la taxe rose!
Léna Strasser, députée au Grand Conseil, Formatrice d'adultes.

Égalité des salaires, meilleures représentativité des femmes dans les conseils d'administration, les postes de pouvoir et l'espace public, les combats ne manquent pas et je m'engage à les mener avec acharnement.
Joëlle Bertossa, Conseillère municipale en Ville de Genève et Coprésidente du PS Ville de Genève, Productrice de film.

Nous avons obtenu le droit de vote il y a 50 ans et nous avons des siècles de patriarcat à rattraper!
Oriana Brückner, Conseillère municipale en Ville de Genève, Députée suppléante, Ethicienne.

Pour atteindre enfin l'égalité salariale.
Priscille Dia-Laplace, Conseillère municipale à Lancy, Enseignante et doyenne au Cycle d'orientation.

Votez liste 8 - Les Socialistes au Conseil national
Christian Dandré, Estelle Revaz, Thomas Wenger, Laurence Fehlmann Riella, Cyril Mizrahi, Léna Strasser, Sami Kanaan, Joëlle Bertossa, Florian Schweri, Oriana Brückner, Thomas Bruchez, Priscille Dia-Laplace

Votez Lisa Mazzone et Carlo Sommaruga au Conseil des États



2. Élection du Conseil des États du 12 novembre :

Mobilisation active avec le collectif genevois de la Grève féministe et avec les femmes vertes : contacts et envoi de messages à diffuser avec argumentaire détaillé pour adresser au Collectif un vibrant appel à la mobilisation pour faire élire le 12 novembre une représentation de Genève à laquelle nous pouvons faire confiance avec le message suivant :

« En effet, vu les enjeux :

- la voix d'une Genève progressiste au Conseil des États pour les 4 prochaines années
- la domination de la droite dans toutes les chambres du Parlement
- la diminution des partis progressistes au Parlement
- le risque de perdre un binôme qui a œuvré en faveur de la justice sociale
- la nécessité de renforcer la présence féminine féministe. Les femmes sont représentées depuis quasiment 30 ans au Conseil des États pour Genève, il ne faut pas perdre cela !

Nous pensons que le Collectif a un rôle important à jouer et, au-delà d'une simple recommandation de vote, mener une véritable campagne de sensibilisation aux enjeux de cette élection pour l'égalité.

Le Parlement joue un rôle dans les politiques d'égalité, d'inclusion et de justice sociale. Or les résultats des dernières élections montrent que cet espace sera dominé par des partis défavorables à ces politiques. La question est maintenant de savoir si nous laisserons qu'il en soit de même au Conseil des États.

Par ailleurs, le choix des personnes qui vont représenter notre canton est d'une importance cruciale car nous aimerions qu'elles reflètent ce que nous sommes, et portent ce à quoi nous aspirons. Or le duo MCG-UDC, loin de répondre à cette attente, est bien placé dans les résultats

du premier tour. Dès lors, appeler à voter femme ne suffit pas, et pourrait même prêter à confusion, puisque la stratégie de présenter une femme dans un ticket vise souvent à jouer la carte féministe. Il convient de rappeler que même si parfois le discours peut être atténué, les positions, attaques et propositions de leurs partis sont très claires. Il faut donc aussi barrer clairement la voie aux partis qui menacent les droits et les libertés concrètement par leur action au Grand conseil et dans la société.

Conscientes de la position du Collectif qui se veut apartisan et ouvert à toutes les femmes, nous vous proposons d'agir néanmoins par une communication offensive qui saura :

- Présenter les positionnements des différents binômes et de leurs groupes politiques sur les thématiques importantes pour le Collectif
- Déduire de cet exposé les recommandations de vote qui s'imposent
- Alimenter régulièrement vos réseaux de messages éclairants et percutants
- Rappeler que le mauvais mix conduira à une non-représentation de Genève

Vous trouverez au bout de [ce lien](#) l'argumentaire et des références qui fondent notre position, et qui pourraient alimenter votre campagne de communication. Nous restons à disposition pour tout complément et vous remercions pour votre soutien. »

—

Malheureusement, bien que le siège socialiste de Carlo ait été reconduit, ce dont nous nous félicitons, le 12 novembre 2023 a marqué la fin du duo rose-vert et d'une voix féminine à Berne de manière brutale. La non-réélection de Lisa Mazzone au Conseil des États est un signal inquiétant à ne pas minimiser ni oublier. La montée du populisme et de l'extrême droite, qui résonne avec le reste de l'Europe, ne laisse rien présager de bon et semble montrer à quel point la mémoire collective est courte. Cette non-réélection est vécue comme un retour de bâton du travail de porte-voix et relai de la vague violette à Berne, des percées obtenues par un engagement sans faille et une prise de risques de notre élue genevoise à la Chambre haute. L'élan coupé d'une femme qui a sans doute brillé trop vite, trop fort, faisant paniquer ceux qui préfèrent les statu quo et l'immobilisme.

Le camouflet du dimanche 12 novembre n'est pas celui de Lisa mais bien celui de l'ensemble des femmes genevoises, peu importe leur étiquette politique, qui souhaitent un monde de progrès, plus d'équité entre femmes et hommes, plus de justice sociale et climatique ; qui défendent des valeurs de solidarité, d'ouverture et une société sans discrimination.

Nous invitons la présidence des femmes socialistes genevoises qui nous succèdera à se laisser inspirer par le parcours de Lisa et à tout mettre en œuvre pour encourager l'engagement politique d'une jeunesse sur laquelle nous souhaitons compter et pour laquelle nous devons continuer à nous mobiliser.

Nous avons donc remercié, au nom de nous toutes, Lisa pour son parcours, pour les nouvelles voies qu'elle a ouvertes et lui avons assuré notre soutien pour la suite de ses engagements politiques.

Goodies de saison

Au vu de la vague de référendum en cours et à venir, et afin de s'équiper pour affronter le froid polaire sur les stands, nous avons réalisé avec PRO et APEC des bonnets aux couleurs des Femmes socialistes genevoises.

Formation féministe sur les retraites

Le 27 janvier dernier, les Femmes socialistes genevoises ont invité les membres du parti à suivre un brunch-formation animé par Mathilde Mottet, Coprésidente des Femmes socialistes suisses. En ce début d'année, un panorama exhaustif des enjeux liés à la prévoyance vieillesse nous a été dressé en vue des différentes votations fédérales de 2024 :

- le 3 mars :
 - Initiative AVS x 13 : Pour une 13ème rente
 - Initiative du PLR sur les rentes (67+) : Pour augmenter l'âge de la retraite
- le 22 septembre :
 - Référendum sur la Révision LPP 21 de la droite libérale : Abaissement du taux de conversion (de 6,8 à 6,0 %) et augmentation des cotisations salariales

1. Les femmes plus précarisées encore et toujours

Sans surprise, le constat reste le même et les arguments qui prévalaient pour refuser l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes dans le cadre de la réforme AVS21 demeurent. La précarité des femmes augmentera. Presque 20% des retraitées vivent dans la pauvreté (avec moins de 2'289 francs par mois pour une personne seule). À la retraite, les femmes touchent toujours un tiers de moins de rente que les hommes. Elles ont une rente LPP plus faible de 42% par rapport à celle des hommes et une retraitée sur trois n'a pas de rente LPP.

Or, comme on le sait, les rentes pour les femmes ne vont pas augmenter, elles vont même baisser :

- parce que des inégalités salariales persistent, il y a bien moins de cotisations chez les femmes ;
- parce que l'impact de maternité est fort, les mères de famille ont une rente inférieure de 25 % à celle des femmes sans enfants alors que chez les hommes, la paternité a un effet positif sur la rente (+5 %) ;
- parce que le mariage et les emplois multiples les pénalisent ;
- parce qu'elles travaillent plus à temps partiel. Même si en 2024 on observe une augmentation d'hommes souhaitant réduire leur temps de travail, trois quarts des personnes actives à temps partiel sont des femmes et par conséquent, elles cotisent moins. La déduction de coordination a pour effet que les bas salaires sont moins assurés par la LPP que les hauts salaires.

2. Un combat féministe certes, mais socialiste avant tout !

En ce sens le combat pour des retraites dignes est féministe, mais aussi et surtout socialiste, parce que :

- le marché du travail met de côté les personnes de plus de 50 ans, dès lors augmenter l'âge de la retraite est un non-sens ;
- la qualité de vie des travailleurs et travailleuses doit être considérée. Les faibles revenus qui exercent des professions plus contraignantes ont tout autant le droit de ne pas travailler jusqu'à épuisement quand on sait que les hauts revenus peuvent s'offrir une retraite anticipée.
- les personnes qui accomplissent un travail physique pénible ont déjà une espérance de vie plus courte ;
- des économies sur les bas et moyens revenus afin d'épargner les hauts revenus et les fortunés n'est pas juste.

Mathilde nous a donné une énergie et force, que plusieurs camarades sont allées soutenir à Zurich pour son élection le 10 mars et nous les en remercions, pour aboutir à la victoire dans les urnes du dimanche 3 mars ! Mais le combat n'est pas fini puisqu'il reste le vote sur la réforme LPP de septembre. De quoi ne rien lâcher en 2024 !!!

Rencontre avec la Présidente du CLAFG

Une rencontre a eu lieu le 23 février avec Blerina Zoto, Présidente du CLAFG. Ça a été l'occasion de lui faire part de nos attentes en matière de soutien et accompagnement des femmes en politique. Elle nous a présenté les différents projets et notamment celui de mentorat politique pour les élections municipales.

Après nous avoir remis les statuts et le dernier rapport d'activité qui a été envoyé aux femmes socialistes genevoises, une discussion aura lieu le 16 mars sur notre participation au CLAFG et désignation d'une représentante des femmes socialistes genevoises à l'Assemblée générale CLAFG, voir au comité, pour donner suite à l'annonce de démission de notre représentante actuelle, Nicole Valiquier.

Dernier 8 mars avec les Vertes

Un dernier rendez-vous avec les femmes vertes avant le changement de présidence...

En suspens

- Nouvelle présidence qui sera élue le 16 mars 2024 et passage de témoin
- Réalisation des ateliers d'autodéfense féministe en politique avec viol-secours non réalisés en 2023 mais avec une demande de plusieurs membres
- Révision statutaire pour permettre une parité absolue entre femmes et hommes et une meilleure valorisation de la diversité sur les listes de candidatures du PS genevois.

Un plan d'action sera discuté entre l'ancienne et la nouvelle présidence de groupe.

Nous tenons encore une fois à remercier les merveilleuses femmes qui ont accompagné tout ce travail : candidates, nouvelles camarades, anciennes élues, membres du secrétariat, amies, famille et inconditionnellement Jacqueline pour ses merveilleuses photos ainsi qu'à nos alliés pour leur précieux travail dans l'ombre ;-) La lutte continue et belle suite à la nouvelle Présidence !